Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 37 (2010)

Heft: 1

Artikel: Le conseiller fédéral Ueli Maurer : Ueli Maurer: "J'ai maintenant le job politique de rêve"

Autor: Maurer, Ueli / Eckert, Heinz

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-913039

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

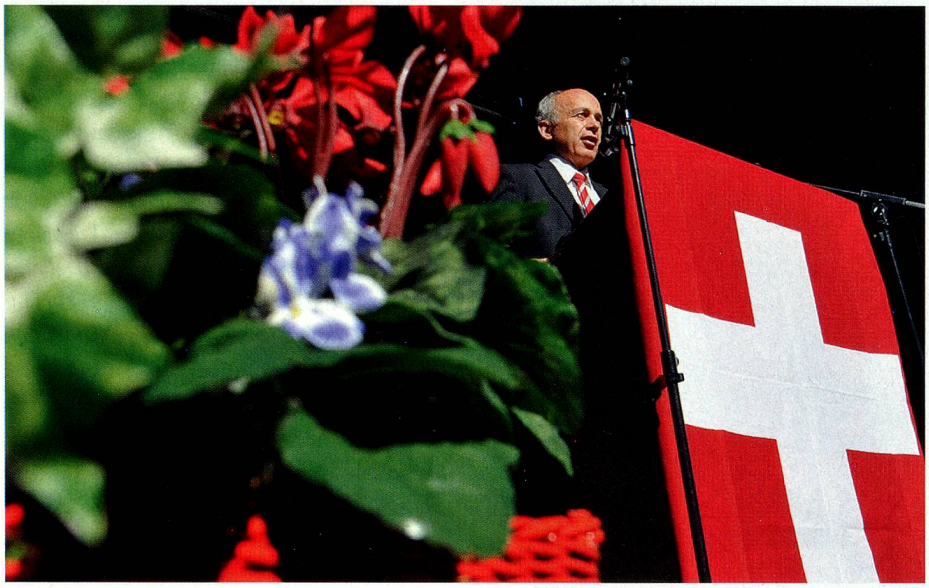
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Ueli Maurer: «J'ai maintenant le job politique de rêve»

En tant que chef du DDPS, le conseiller fédéral Ueli Maurer dirige non seulement le plus grand département du Palais fédéral, mais également le plus complexe. Problème majeur: l'armée manque d'argent pour pouvoir exécuter ses tâches. «Mais quelles sont-elles?» demandent les antimilitaristes. En poste depuis une année, Ueli Maurer dresse un bilan pour la «Revue Suisse». Interview Heinz Eckert



Discours à la Foire du Valais de Martigny: le conseiller fédéral Ueli Maurer aime les apparitions en public et le contact avec la population.

REVUE SUISSE: *Votre vie a-t-elle changé depuis votre élection au Conseil fédéral?*

UELI MAURER: En tant que président de l'UDC, je m'occupais déjà d'un large éventail de dossiers et je me suis exposé à la critique publique pendant des années. Mais comme membre du gouvernement, je dois davantage approfondir les sujets. Je passe donc – évidemment – beaucoup de temps dans mon bureau du Palais fédéral et j'habite la semaine à proximité de Berne. La politique m'a toujours fasciné et j'y ai maintenant un job de rêve.

Quel a été le principal changement?

Je dispose d'un état-major de collaborateurs personnel et d'un grand secrétariat général qui me soutiennent dans mes tâches. Je suis à la tête d'un département comptant 12 000 collaboratrices et collaborateurs, et je suis le responsable politique d'une armée de 120 000 actifs. Ce sont d'autres dimensions que celles que m'avaient fait connaître mes précédentes activités. Enfin, comme membre du gouvernement, je dois également me consacrer aux dossiers des six autres départements.

Vous étiez-vous fait une autre idée de cette fonction?

En tant que parlementaire et président de parti, j'ai entretenu pendant des années un contact étroit avec les chefs du DDPS d'alors. Je savais donc assez précisément à quoi m'attendre.

En reprenant le Département de la Défense, vous êtes à la tête du plus grand ministère, mais aussi du plus complexe. Quels sont les problèmes les plus urgents à résoudre?

Les secteurs P (protection de la population) et S (sport) ne me causent pas de souci majeur. Il en va différemment du secteur D, la défense. Ces dernières années, notre armée de milice a dû digérer trop de réformes en trop peu de temps; en outre, les budgets ont été revus à la baisse. Nous rencontrons maintenant de gros problèmes de logistique et d'informatique et sommes en mesure d'équiper tout au plus une brigade complète. Par conséquent, l'heure est à la consolidation et aux corrections. Dans certains secteurs, cela nous prendra des années jusqu'à ce que l'armée soit assainie. Mais j'ai confiance, nous y parviendrons.

L'exigence visant à restaurer davantage de discipline dans l'armée en fait-elle aussi partie?

La discipline est le b. a. -ba d'une armée. Elle n'est malheureusement plus aussi évidente qu'il y a quelques années, à l'image de ce qui se passe dans la vie civile. Les évolutions au sein de la société se répercutent très rapidement sur une armée de milice. Mais un fonctionnement discipliné reste l'une des principales priorités du chef de l'armée.

L'armée coûte très cher et la Confédération souhaite faire des économies. Comment concilier ces deux tendances?

«Très cher», voilà qui est relatif. L'armée nous coûte aujourd'hui moins d'un pour cent du produit national brut. Certains pays comparables dépensent davantage. Les milieux politiques et, en fin de compte, le peuple doivent savoir quelle est à nos yeux la valeur de la sécurité. Et pour pouvoir réaliser les améliorations mentionnées précédemment, nous avons besoin de 500 millions de francs par année.

Quelle sera l'armée suisse de demain?

Elle changera encore et toujours. Je veux dire par là qu'elle devra s'adapter sans cesse aux nouveaux défis. Personne ne peut prédire aujourd'hui quelle sera la situation en matière de sécurité dans 15 ou 30 ans. Une bonne formation, un équipement moderne maîtrisable par des miliciens et – surtout – une attitude positive et motivée des citoyens en uniforme sont ici des critères déterminants.

Quelles nouvelles tâches attendent l'armée?

La vraie question est: quels sont les problèmes auxquels notre pays pourrait avoir à faire face? S'agit-il d'eau? De flux migratoires? De pénurie énergétique? Le nouveau rapport sur la politique de sécurité, qui sera disponible l'automne prochain, devra y répondre.

La Suisse aura-t-elle toujours une armée de milice? Qu'est-ce qui plaide contre une armée professionnelle?

Photo: Keystone

Je ne peux pas prédire de ce qu'il en sera dans 20 ans. Mais aujourd'hui et dans un proche avenir, une armée de milice présente de clairs avantages. Elle est profondément ancrée dans le peuple, car des personnes de tous les coins du pays et de toutes les couches de la société revêtent chaque année leur uniforme pendant quelques semaines afin d'accomplir leur service. Lorsque nous n'avons pas besoin de l'armée, elle est «à la maison» ou sur des lieux de travail civils. Et lorsque nous devons y faire appel, nous sommes en mesure de mobiliser des dizaines de milliers de soldats en peu de temps. Un corps professionnel serait d'une part nettement plus cher et ne serait d'autre part composé que de certaines couches de la société. Et que ferions-nous toute l'année d'une armée professionnelle?

Quel est le soutien dont bénéficie l'armée au sein de la population? La Suisse est-elle encore favorable à l'armée?

Absolument! Les sondages sur la sécurité réalisés chaque année par l'EPF de Zurich montrent que 75% de notre population estiment notre armée nécessaire. Lorsque l'armée se présente au public – lors de foires ou de journées qui lui sont consacrées –, ce sont des milliers de visiteurs qui viennent s'informer.

Quelle est l'ampleur des problèmes que rencontre la relève des cadres?

Ils ne sont pas plus importants qu'auparavant. Au contraire. Les écoles de cadres sont bien fréquentées. Dans les milieux industriels, commerciaux et économiques, les employeurs sont disposés à voir leur personnel suivre une formation militaire, car ils savent que cette dernière leur sera profitable.

Comment lutter contre l'inaptitude au service croissante des jeunes Suisses? Est-ce un grave problème?

Là encore, nous sommes un reflet de la société. Un jeune qui n'aime ni le sport ni le mouvement, ou qui souffre de surcharge pondérale ou d'une dépendance à la nicotine ne sera pas différent le jour du recrutement. Il aura donc des problèmes pour suivre le rythme à l'école de recrue. De manière générale, je souhaiterais que la société améliore sa santé, dans l'intérêt de celles des soldats.

Les engagements de l'armée suisse à l'étranger sont de plus en plus discutés. Qu'en pensez-vous?

Les engagements à l'étranger pour promouvoir la paix ou à titre d'aide en cas de catastrophe font partie intégrante du mandat que les milieux politiques et la population ont confié à l'armée. Mais les interventions en faveur de la paix, pour le moins, sont contestées et influent négativement sur les discussions à propos de l'armée. Personnellement, je ne suis pas défavorable aux engagements à l'étranger. Mais j'aimerais que ce que nous offrons dans ces cas soit typiquement suisse. Une sorte de produit de niche qui s'identifierait à notre pays. Par exemple des spécialistes de l'eau. Un groupe de travail va m'adresser des propositions, qui figureront également dans le rapport sur la politique de sécurité.

Le chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports, lors d'une visite aux troupes, avec le brigadier Daniel Berger: le conseiller fédéral Ueli Maurer dirige le plus grand département du Palais fédéral.

Quelle est l'ambiance au sein du Conseil fédéral? Telle que vous l'aviez imaginée? On lit sans cesse que le Conseil fédéral n'est plus une autorité collégiale mais un groupe d'individualistes. Le voyez-vous aussi ainsi?

Le Parlement élit sept capitaines au gouvernement qui doivent ensemble amener le navire à bon port et obtenir ce qu'il y a de mieux pour notre pays. Ce ne doit pas obligatoirement être sept amis, mais sept collègues. Par expérience je puis affirmer que le Conseil fédéral s'entend et fonctionne bien mieux que ce qu'en dit la presse. Nous discutons – ou débattons – pour trouver la meilleure solution. Après la séance, nous allons traditionnellement manger ensemble.

Que pensez-vous d'une élection du Conseil fédéral directement par le peuple?

En soi, l'idée est très bonne, mais irréalisable politiquement. On en arriverait, je le crains, à une campagne électorale permanente, et l'on peut se poser la question de l'ampleur que prendrait alors le rôle des médias.

On entend souvent dire que les conseillers fédéraux travaillent 14 heures par jour, voire davantage. Est-ce exact? Si oui, est-ce sain? Et peut-on vraiment travailler autant avec concentration et efficacité?

C'est souvent mon pensum. Mais je ne le considère par comme une charge. J'aime le travail, mais également le contact avec beaucoup de gens, raison pour laquelle je participe aussi fréquemment à de petites assemblées. J'ai la chance d'être en bonne santé et de ne pas avoir besoin de beaucoup de sommeil. Et je bouge énormément: je fais du vélo et du ski de fond l'hiver.

Faut-il une réforme de l'État ou simplement davantage de conseillers fédéraux?

Non, plutôt moins! Je crois qu'on s'en sortirait avec cinq conseillers fédéraux. Mais il faudrait répartir le travail différemment.

Quand votre famille se rapprochera-t-elle du Palais fédéral?

Mon épouse et mes plus jeunes enfants vivent toujours dans l'Oberland zurichois. Ils y ont leurs racines. Mes autres enfants sont émancipés. Un de mes fils vit en Norvège. J'ai un bel appartement à proximité de Berne et je passe mes week-ends à la maison, avec ma famille.

Photo: Keystone